



LES ENSEIGNANTS SONT CENTRALEMENT CONCERNÉS

PAR LA RÉUSSITE DU MOUVEMENT « BLOQUONS TOUT LE 10 SEPTEMBRE ! »

Le 28-08-2025 Alors que le budget de l'Éducation nationale est à l'os, que nos traitements sont à la ramasse, que nos retraites reculent de plus en plus et que les contre-réformes du type Blanquer inspirées par l'UE ont saccagé notre métier, le plan Bayrou validé par Macron prétend bloquer les salaires et pensions (mais pas les prix, les dividendes et les subventions gigantesques allouées aux firmes d'armement!) tout en supprimant des jours fériés, en sabrant les remboursements Sécu et en menaçant la cinquième semaine de congés payés, une possibilité immanquable est offerte aux enseignants pour transformer leur désarroi en action aux côtés des autres salariés à l'occasion du 10 septembre et du mouvement « bloquons tout ! ».

Ça suffit du « dialogue social » bidon qui mène les salariés en général et les fonctionnaires en particulier de défaite en déroute avec des directions syndicales qui pleurnichent mais n'appellent pas à construire la grève générale tous ensemble et en même temps. C'est pourtant ainsi qu'ont été gagnés la totalité des avancées dans notre pays de 1906 à 68 en passant par 36, 45 et 68, et non dans des palabres où le patronat soutenu par l'UE et par le gouvernement fait les questions et les réponses.

C'est pourquoi les enseignants franchement communistes du PRCF encouragent les enseignants les plus motivés à se réunir dès la rentrée pour discuter de l'action et se rapprocher des comités « bloquons tout ! » réunissant des salariés de toutes professions, des

gilets jaunes et des militants progressistes de toutes sortes.

Le pouvoir du grand capital qui nous mène à la guerre et à l'euro-austérité sans fin est en difficulté, le va-t-en-guerre minoritaire Macron et le ministre Bayrou, l'homme qui n'a pas bougé contre les exactions au collège privé Betharram, sont cramés dans la population.

Alors nous enseignants qui devons montrer l'exemple de l'engagement pour l'émancipation humaine, ne restons pas en arrière car pour le monde du travail, la souveraineté de la France, la défense de la paix mondiale, une Éducation nationale de qualité pour tous, c'est le moment d'y aller très fort ensemble en se souvenant du mot de Marx: « l'histoire ne repasse pas les plats »...

L'École française, grande oubliée des choix budgétaires nationaux :

le renoncement éducatif face aux engagements militaires euro-atlantiques
et aux cadeaux fiscaux pour le grand patronat

Les enseignements du rapport de la cour des comptes sur l'école primaire.

Alors que la France s'apprête à engager **413 milliards d'euros** pour sa défense entre 2024 et 2030 – afin de respecter les nouveaux engagements pris par Macron auprès de l'OTAN et de soutenir l'effort de guerre en Ukraine – et qu'elle accorde chaque année **211 milliards d'euros d'aides et d'exonérations fiscales aux entreprises**, l'école primaire, elle, doit se contenter d'un budget dérisoire. En 2022, l'État n'a consacré que **20,1 milliards d'euros** aux dépenses directement utiles aux élèves, soit moins de 10 % des avantages consentis au monde économique et une fraction infime des budgets militaires. Pire : sur les 29 milliards officiellement affichés, **8,9 milliards gonflent artificiellement ce budget**. Ils correspondent à des

pensions de retraite, qui n'améliorent en rien l'éducation actuelle.

Désastre démographique,

Ce sous-investissement criant n'est pas sans conséquences. À la rentrée 2024, l'école primaire accueillait **6,3 millions d'élèves**, contre 7,1 millions en 1972. Elle en perdra encore **350 000 d'ici 2028**. Cela réjouit les petits comptables de l'UE qui y voient un moyen supplémentaire de *dégraisser le mammoth*. C'est-à-dire de démolir davantage encore l'école publique au profit de l'enseignement privé lucratif et mercantile.

Privatiser tout ce qui peut l'être et étrangler ce qui reste de service public sous l'austérité, c'est en effet ce qu'exigent les traités européens (pourtant démocratiquement rejetés par le peuple français en mai 2005). La concurrence libre et non faussée, c'est dépecer les services publics

non marchands pour les livrer aux appétits voraces des financiers et des spéculateurs.

Les classes françaises sont actuellement les plus chargées de l'OCDE et système éducatif français explose sous les effets de l'austérité budgétaire et de la surcharge de travail. Ce que prévoit la cour des comptes qui vient d'accueillir dans ses ors la très toxique Najat Vallaud Belkacem c'est tout simplement de continuer à bourrer d'élèves les classes du second degré en espérant que la catastrophe démographique permettent à un enseignement primaire déjà six pieds sous terre de souffler sans dépenser un sou.

C'est irresponsable. Si les français ne font plus d'enfants, c'est bien que leurs conditions de vie se dégradent considérablement à mesure que tous les conquies des luttes



républicaines puis communistes sont arrasés un par un par les capitalistes euro-mondialisés: éducation, santé, énergie, transport. Tout y passe.

Or un peuple qui ne fait plus d'enfant est un peuple qui disparaît. Se réjouir de la dénatalité comme le font les commissaires au compte euro-béats révèle le fond de leur pensée exterministe.

**Niveau en baisse,
des inégalités qui explosent:
le déclassement français**

De plus le niveau scolaire stagne dans le marasme après des années de déclin, et la France se classe à l'**antépénultième place en Europe**. Un élève sur trois est en difficulté en français en entrant au collège, un sur quatre en mathématiques. Surtout, notre pays reste **le pire de l'OCDE** pour l'influence du milieu social sur la réussite scolaire : 40 % des élèves en grande difficulté viennent des milieux les plus défavorisés.

Voilà le bilan de trente ans d'obéissance ininterrompue d'une classe politique euro atlantiste servilement dévouée à la commission européenne.

**Un système à bout de souffle,
des enseignants en détresse**

Faute de moyens, l'école ne parvient plus à attirer ou retenir ses professeurs. En 2024, **1 350 postes** n'ont pas été pourvus. Ceux qui restent sont stressés (61 % le déclarent), mal considérés et font face à une diversité de besoins toujours plus grande dans des classes souvent surchargées. Les signalements pour souffrance au travail ont augmenté de **78 % en cinq ans**. Les directeurs d'école, eux, subissent contestations et refus d'enseignement dans un climat général de défiance.

**L'éclatement de la République et
la marchandisation silencieuse**

Les inégalités sont aussi géographiques. Certaines académies, comme Créteil ou Versailles, ne trouvent plus de candidats, pendant que Paris constitue un exemple de conditions privilégiées.

Rappelons qu'en 2025 les lauréats du concours Polytechnique sont issus de seulement 9 lycées dont 7 se trouvent à Paris ou Versailles: Louis le Grand, Stanislas, Henri IV, Du Parc (Lyon), Hoche, Sainte Geneviève, Saint-Louis, Aux Lazaristes (Lyon) et Pasteur.

Les communes, elles, contribuent de façon très inégale : de **4 500 € à 250 € par élève**, selon leur richesse ou leur volonté politique. Cette logique de fragmentation et de financement au rabais ouvre la voie à une forme de **marchandisation** rampante du service public, où la qualité de l'éducation dépend du code postal.

Voilà où mène la sacro-sainte décentralisation théorisée dans le manifeste « Besoin d'aires » du cartel patronal MEDEF.

**L'impasse des réformes
sans moyens et
des contraintes européennes**

Depuis 2010, pas moins d'une réforme tous les trois ans a été lancée, tandis que le niveau ne cessait de chuter. Ces réformes s'inscrivent dans le cadre étriqué des **contraintes budgétaires européennes** – pacte de stabilité et de convergence, stratégie Europa 2020 – qui interdisent tout investissement massif et structurant. La cour des comptes note ainsi que les crédits pour la formation des enseignants, par exemple, sont régulièrement utilisés pour combler d'autres trous budgétaires.

**Conclusion : reprendre en main
notre souveraineté éducative**

Le constat est sans appel : la France a fait le choix du canon plutôt que du crayon, de l'engraissement des plus riches arrosés d'exonérations fiscales, plutôt que de l'investissement éducatif au service de la Nation, de l'alignement atlantiste plutôt que de l'école républicaine.

Il est temps d'en tirer les conséquences politiques comme le fait le PRCF. Seule une **rupture franche** avec les cadres qui étrangent nos finances publiques et notre capacité d'action – l'Union européenne, l'euro et l'OTAN – peut nous permettre de retrouver des **marges de manœuvre budgétaires** pour financer enfin un service public d'éducation digne de ce nom.

Défendre la Paix, sortir de l'austérité européenne, recouvrer notre pleine souveraineté monétaire et nous affranchir des engagements militaires onéreux et subis sont les conditions indispensables pour :

**Augmenter massivement le
budget de l'école,**

Revaloriser les enseignants et recruter enfin à la hauteur des besoins,

**Garantir une véritable égalité
sur tout le territoire,**

Offrir à chaque enfant, quelle que soit son origine sociale, une éducation émancipatrice et de qualité.

L'avenir de notre jeunesse et la survie de notre modèle républicain ne se jouent pas dans les bureaux de l'OTAN ou de la Commission européenne, mais dans les salles de classe. Il est temps de les y remettre au centre.

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRPF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

*o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France
o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France*

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 CP : _____ Ville : _____
 Courriel : _____ Téléphone : _____
 A renvoyer à : PRCF, 8 rue du Clos Lapaume ; 92 220; Bagneux

Via
QR code ->



Le PRCF ne reçoit aucune subvention de l'Etat, de l'UE et bien entendu, du MEDEF.

Tous les matériels que le PRCF diffuse sont financés intégralement par les cotisations de nos adhérents, ouvriers, employés, techniciens, étudiants, enseignants, artisans, paysans. Au PRCF personne ne fait carrière et nous sommes tous bénévoles.

Le PRCF est présidé par Léon Landini, ancien officier FTP-MOI de la Résistance.

Son secrétaire national est Fadi Kassem. Retrouvez-nous chaque jour sur www.initiative-communiste.fr